



## Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Distr. générale  
14 mai 2012  
Français  
Original: anglais

---

### Treizième session

Doha (Qatar)  
21-26 avril 2012

## Les banques de développement

### Réunion spéciale à l'occasion de la treizième session de la Conférence

Tenue au Centre national des congrès du Qatar, à Doha, le 26 avril 2012

#### Résumé établi par le secrétariat de la CNUCED

1. Cette réunion, organisée conjointement par la CNUCED et la BNDES – Banque brésilienne de développement –, a permis à des experts de banques nationales et régionales de développement, à des universitaires et à des représentants de la société civile d'examiner de nouveaux modèles de développement et de nouvelles modalités de financement du développement et de comparer et confronter les expériences de divers pays. Les participants ont également examiné le rôle du secteur financier dans le déclenchement de l'actuelle crise financière mondiale, le rôle joué par les banques publiques de développement dans la sortie de la crise et leur contribution potentielle à la stabilisation macroéconomique.

2. Il a été reconnu que les banques de développement occupaient une place de plus en plus importante dans les débats économiques, des pays traditionnellement réticents et de grands pays allant, pour plusieurs raisons, jusqu'à reconsidérer le rôle que pourraient jouer ces banques dans leur économie. L'une de ces raisons était la tendance, de plus en plus évidente, des institutions financières privées à amplifier les bulles immobilières et financières et à souvent investir dans des domaines d'un faible intérêt social. D'où la nécessité d'un organisme public pour contrer ce type de comportement et garantir des investissements suffisants dans les domaines d'intérêt social.

3. De nombreux travaux de recherche montraient que la finance privée, en particulier dans des situations de libéralisation du secteur financier, tendait à exclure d'importantes catégories sociales du système financier, notamment les petites et moyennes entreprises (PME), en particulier dans les zones rurales, ainsi que des secteurs économiques stratégiques et des secteurs offrant des externalités potentiellement importantes et propices à des économies d'échelle. Ces problèmes ne pouvaient être résolus par la simple multiplication des institutions de microfinancement et de microcrédit, qui avaient fait l'objet d'une controverse considérable. Il a été argumenté que les institutions financières privées n'étaient pas très efficaces en matière d'intermédiation financière, notamment dans les pays en développement et dans des situations de forte mobilité des capitaux, ceux-ci ayant tendance, dans ce cas, à être rapidement exportés vers des pays avancés accusant un déficit de leurs comptes courants.

4. Les investissements étaient essentiels à la croissance, au développement des infrastructures, à la création de capacités concurrentielles, à l'absorption des nouvelles technologies – nécessitant souvent à la fois des ressources et du temps – à la croissance de l'emploi, au soutien des PME, à la réduction de la pauvreté et à d'autres priorités dans tous les secteurs économiques. La contribution potentielle des banques de développement à la réalisation de l'intégration sociale et financière a été débattue, ainsi que la validité ou non des approches conventionnelles proposées par les institutions financières internationales. Pour une plus grande efficacité, les banques de développement devaient être des établissements de grande taille, avec un large champ d'action. Pour cela, elles avaient besoin de ressources adéquates, d'une architecture technologique permettant de réaliser des opérations complexes et d'un personnel qualifié. Elles devaient également être flexibles et s'adapter à l'évolution des besoins d'une économie et d'une société en développement.

5. Il a longtemps été question du rôle des banques de développement en période de crise économique. Les participants ont reconnu que, dans tous les pays dotés d'une banque de développement dynamique, cette institution avait joué un rôle positif et stabilisateur durant la crise financière mondiale. Ces banques avaient, souvent de façon notable, augmenté leurs prêts, alors même que le secteur privé limitait les siens, et avaient ainsi largement combattu le ralentissement économique.

6. Les participants ont également examiné plusieurs cas exemplaires de banques nationales ou régionales de développement mobilisées pour encourager la croissance et le développement, ainsi que la stabilité macroéconomique, éventuellement dans un grand nombre de pays membres. Il en ressortait que les banques de développement ne s'opposaient pas nécessairement au secteur financier privé: les besoins en matière de développement étaient si vastes que la participation de tous les organismes de financement s'imposait.

7. Il y a consensus pour considérer que les banques de développement devaient être efficaces et financièrement stables pour être viables. Elles pouvaient également être dotées de structures très diverses, y compris, comme en Allemagne, recourir aux réseaux de succursales d'autres banques pour fournir des crédits. Les banques de développement pouvaient ou non financer des transactions extérieures – opérations d'import-export, opérations d'aide humanitaire, coopération Sud-Sud ou autres formes de coopération – et elles pouvaient avoir largement recours à des programmes de garantie de crédit dans le cadre de leurs activités.

8. Les relations entre les banques de développement et le secteur privé et le degré de concurrence entre banques de développement et banques privées ont été longuement débattus. Les participants ont évoqué le recours à des partenariats public-privé en lieu et place de banques de développement, y compris pour l'offre de garanties de crédit et de rendements statutairement garantis. Toutefois, l'expérience semblait montrer que ces partenariats n'avaient que rarement produit les résultats escomptés, et qu'il était donc souvent moins cher et plus efficace de faire appel à des banques de développement.

9. Les participants ont enfin examiné la viabilité des banques de développement. L'importance des banques commerciales ne devait toutefois pas être minimisée dans le souci de défendre la position des banques de développement. L'argument classique selon lequel les banques de développement pouvaient provoquer des déficits budgétaires, voire des crises budgétaires, en raison de mauvaises décisions d'allocation de prêts devait être replacé dans le contexte de la crise financière mondiale, qui avait été déclenchée par le comportement de banques privées; les opérations de sauvetage de celles-ci avaient ensuite conduit à des crises budgétaires dans plusieurs pays.